

La Police nationale, milice privée de La Poste ?

Depuis plusieurs mois, il est de coutume de voir débarquer la brigade anti criminalité ou des compagnies de CRS au sein de rassemblements, d'assemblées de postiers en grève, voire même dans les établissements de La Poste où ont lieu des conflits sociaux. C'est arrivé en Ile et Villaine et en ce moment de façon régulière dans les Hauts de Seine. Les forces de l'ordre répondent à l'appel des responsables de La Poste et fait troublant, restent sur place tout au long des assemblées générales, armées et équipées. C'est un fait nouveau car la police, déjà appelée par le passé, se bornait à constater qu'il s'agissait de conflits sociaux et rentrait rapidement au commissariat pour ne plus répondre aux sollicitations de La Poste.

La fédération SUD PTT s'inquiète donc de cette dérive qui va même jusqu'à la convocation de nos militants à des auditions au commissariat comme ce sera le cas mardi prochain à Villeneuve la Garenne. Nous avons interpellé le ministre de l'intérieur, de l'économie ainsi que le 1er ministre sur ces situations qui appellent plusieurs réflexions.

- Tout d'abord le risque de violences qui pourrait découler de situations tendues, comme nous l'avons constaté lors de l'interpellation violente d'un collègue vendredi dernier en plein Paris alors qu'il participait au tournage d'une vidéo dans la rue,
- Le fait que la police n'a rien à faire sur le lieu de travail, à fortiori dans le cadre d'assemblées générales de grévistes,
- La nature de la mission, la police n'a-t-elle pas d'autres choses à faire que de servir de milice privée à la direction de La Poste qui ne sait pas gérer de conflits longs menés contre ses restructurations, politiques de suppressions d'emploi et d'infrastructures sur tout le territoire ?

Nous constatons une réelle dérive du pouvoir à l'encontre de la liberté d'expression et de l'action syndicale. La contestation que nous portons régulièrement pour la défense de l'emploi, pour le service public et sa qualité est un des axes de l'action syndicale et nous n'acceptons pas qu'elle fasse l'objet de mesures d'intimidation, de violences et de mesures répressives, à fortiori de la part de l'Etat.

Nous tiendrons un point presse à la fédération SUD PTT **le lundi 16 juillet à partir de 14 heures**, veille de la convocation de plusieurs de nos militants au commissariat de Villeneuve la Garenne.

Fédération SUD PTT
25 rue des Envierges
75020 Paris

Paris le 13 juillet 2018